

ANNEXE 1

Question n° 1

Avez-vous des observations sur ce projet d'évolution des modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD ?

La dématérialisation des demandes va dans le bon sens car elle donne plus de visibilité sur les utilisations de la bande de fréquence 2,6 GHz déjà en place.

Nous sommes néophytes sur ces sujets ; aussi nous nous interrogeons sur les différences qu'il pourrait y avoir dans les modalités d'attribution des différentes plages de la 5G, et si celles-ci ne pourraient pas compliquer un déploiement multi-plages.

Question n° 2

Au regard des usages professionnels et leurs objectifs, estimez-vous qu'il serait pertinent de faire évoluer les dispositions relatives aux durées des autorisations, et en particulier celles relatives à la durée maximale d'autorisation (voir en particulier la section 3.1) ?

Dans le cadre de nos besoins professionnels, nous utilisons au quotidien des équipements de radiocommunication de type VHF (dont les fréquences sont gérées par l'affectataire PNM de l'Administration des ports et de la navigation maritime et fluviale) et de type UHF qui sont gérés par l'ANFR.

A titre d'exemple, nous utilisons des fréquences UHF depuis plus de vingt années et lorsque nous sollicitons l'ANFR pour l'autorisation d'utiliser une nouvelle fréquence, il est rare que la durée d'utilisation de celle-ci soit inférieure à 10 ans.

Pour cette raison, nous estimons qu'il serait pertinent de faire évoluer les dispositions relatives aux durées des autorisations d'utilisation des fréquences et en particulier celles relatives à la durée maximale d'autorisation qui nous semble courte.

Question n° 3

Quelles dispositions relatives à l'attribution d'autorisations « de courte durée », visant à répondre à un besoin ponctuel vous apparaissent pertinentes, notamment au regard des usages professionnels et leurs objectifs, et du point de vue des durées optimales de telles autorisations et, le cas échéant, de la procédure d'attribution des fréquences adaptées à ces cas d'usage ?

Dans le cadre de nos missions et de l'évolution constante des technologies, il est parfois nécessaire de réaliser des preuves de concept (POC : Proof Of Concept) avant de nous investir financièrement, humainement et matériellement dans un projet.

Dans ce contexte, il pourrait être envisagé de solliciter l'attribution d'autorisations de fréquences pour « de courtes durées » pouvant varier d'une à deux années.

Dans ce cadre, la procédure telle que définie aujourd'hui est trop lourde et contraignante à mettre en place du point de vue de la maîtrise d'ouvrage du fait des exigences de niveau de couverture et de qualité de service.

De plus, les aspects techniques (plan de déploiement, architecture générale du réseau) et financiers qui sont demandés sont pour ce type de projet à l'état d'étude et non finalisés.

Pour les raisons exprimées ci-dessus, nous estimons qu'il serait pertinent de proposer une procédure simplifiée pour ces cas d'usage.

Question n° 4

Est-ce que d'autres évolutions des modalités d'attribution de fréquences de la bande 2,6 GHz TDD vous semblent nécessaires ?

Après une lecture approfondie des exigences de déploiement des fréquences de la bande 2,6Ghz, nous pensons que les points suivants pourraient également être amendés.

Concernant l'obligation de couverture et de qualité de service, il est indiqué que 50% de la zone d'autorisation doit être couverte, 18 mois après la date d'entrée en vigueur de l'autorisation

- Nous nous interrogeons sur les motivations de l'ARCEP à fixer un tel engagement,
- Nous estimons d'autre part que si cette clause reste obligatoire, la durée demandée de 18 mois semble être un objectif difficilement atteignable pour des entreprises industrielles où le déploiement de nouvelles technologies ne doit pas perturber le fonctionnement du site. Une augmentation significative du délai ou une réduction du pourcentage attendu de la zone de couverture semble être plus appropriée

En tant que Grand Port Maritime, nous estimons qu'il serait intéressant de différencier la couverture des zones maritimes et terrestres car les besoins et les possibilités de déploiement varient grandement en fonction du type de zone.